

Tableau 1 : La diversité des trajectoires nationales en Europe centrale post-socialiste (1990-1997)

	Hongrie	Pologne	République tchèque	République slovaque
Système productif	<p>Propriété enchevêtrée quasi-publique ; Holdings hybrides quasi-publics entourés de "sociétés-satellites" à contrainte budgétaire ± lâche; Importance des investissements directs étrangers ; Relations de réseaux étendues entre unités de différents holdings ; Economie parallèle développée ; Double dualisme (taille, performances) : au sein du secteur privé (intégré ou non dans les holdings) + secteur privé (petites unités hybrides) / secteur quasi-public ; Exportations : agro-alimentaire, biens d'équipement, appareil électrique, textile, bois-papier, pièces automobiles, métallurgie</p>	<p>Propriété enchevêtrée atténuée ; Holdings d'État et grandes entreprises publiques à contrainte budgétaire semi-lâche, conglomérats, PME privatisées rachetées par les employés ; Investissements directs étrangers en croissance ; Économie parallèle développée ; Dualisme PME privées dynamiques / grandes entreprises d'Etat; Exportations : métallurgie, chimie, matériel électrique, agro-alimentaire, bois-papier, biens d'équipement</p>	<p>Propriété enchevêtrée quasi-privée ; Holdings hybrides quasi-privés à contrainte budgétaire ± lâche ; Réseaux industriels ; Economie parallèle relativement développée ; Boom des petites entreprises privées aux formes parfois hybrides ; Exportations : matériel électrique, chimie, minerais non métalliques, bois-papier, métallurgie, biens d'équipement</p>	<p>Relations de propriété banque-État-industrie ; Très grandes entreprises quasi-privées ; Développement des PME ; Investissements directs étrangers relativement limités ; Réseaux politico-économiques ; Exportations : sidérurgie, minerais non métalliques, caoutchouc, textile, bois, automobile</p>

<p>Système financier</p>	<p>Propriété croisée banques-entreprises ; Marchés du crédit et des dépôts peu concurrentiels et segmentés ; Petites banques mixtes à participation étrangère très performantes ; Grandes banques privatisées et assainies</p>	<p>Propriété croisée banques-entreprises peu développée ; Nombreuses banques petites et moyennes : concurrence accrue mais système bancaire instable ; Marché financier dynamique et bien réglementé</p>	<p>Propriété croisée inter-banques et contrôle des FIP (propriétaires des entreprises) ; Marchés du crédit et des dépôts peu concurrentiels et segmentés ; Marché financier multiple et peu réglementé</p>	<p>Relations de propriété banques-entreprises ; Domination des marché du crédit et des dépôts par trois grandes banques ; Relation de crédit ± lâche pour les grandes entreprises</p>
<p>Compromis socio-économique</p>	<p>Pacte social implicite salariés/employeurs de type coalition d'intérêts aux dépens de l'État et peu compatible avec le durcissement de la contrainte budgétaire ; Chômage élevé et déguisé ; Syndicats divisés ; Tripartisme affaibli</p>	<p>Relations sociales conflictuelles : pacte social explicite tenté par l'État fin 1993, en partie abandonné par le gouvernement suivant ; Syndicats historiquement puissants et revendicatifs, mais paysage syndical bipolaire en voie d'éclatement ; Syndicats représentés politiquement; Négociations tripartites en phase d'apprentissage ; Chômage élevé</p>	<p>Pacte social implicite de type coopératif renforcé par l'État par un ensemble de mesures accommodantes ; Chômage faible et déguisé ; Syndicat décrédibilisé et non représenté politiquement ; Pseudo-tripartisme</p>	<p>Pacte social implicite soutenu par une couverture sociale étendue et une faible dispersion des salaires ; Chômage élevé ; Négociations collectives décentralisées au niveau de l'entreprise ; Tripartisme au niveau national</p>
<p>État</p>	<p>Paternalisme post-socialiste à tendance redistributive ; Régime de protection sociale universelle affaiblie ; Faible légitimité de l'État</p>	<p>Paternalisme modéré ; Régime de protection sociale universelle "dégénérée" ; "Résistance" face à l'État</p>	<p>Soutien de l'État aux entreprises industrielles ; Régime de protection sociale "social-libéral" ; Légitimité de l'État assez élevée</p>	<p>Paternalisme post-socialiste à tendance redistributive ; Régime de protection sociale universelle affaiblie ; Pression fiscale élevée</p>

Tableau 2 : Une typologie des capitalismes européens contemporains

	Capitalisme anglo-saxon	Capitalisme rhénan	Capitalisme étatique	Capitalisme social-démocrate	Capitalisme post-socialiste émergent
Système productif	<ul style="list-style-type: none"> • Rôle déterminant des marchés et de la concurrence • Tradition entrepreneuriale forte • Importance de l'innovation • Relations étroites industrie-université dans les activités de haute technologie • Grandes firmes très hiérarchiques • Dégradation des équipements collectifs • Spécialisation : pharmacie, édition, informatique, loisirs, haute technologie 	<ul style="list-style-type: none"> • Concurrence tempérée, accent sur la qualité • Culture économique traditionaliste (épargne, faible intérêt pour la spéculation) • Compétitivité internationale de haut niveau • Importance des PME protégées de la concurrence de la grande industrie • Spécialisation : automobile, chimie, mécanique, matériel électrique 	<ul style="list-style-type: none"> • Secteur public important • Tissu de PME dynamiques • Économie souterraine importante • Grandes entreprises compétitives • Spécialisation : transports, aéronautique, armement, produits pharmaceutiques, agro-alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Grandes entreprises multinationales • Faible développement des activités de haute technologie et spécialisation dans : transport, bois, papier, agro-alimentaire, énergie, métallurgie, biens d'équipement 	<ul style="list-style-type: none"> • Relations de propriété banque-État-industrie • Importance des réseaux • Secteur public important • Holdings post-socialistes contrôlés par l'Etat, avec contrainte budgétaire ± lâche • Micro-entreprises hybrides • Économie informelle développée • Sous-développement des PME • Spécialisation : métallurgie, chimie, bois-papier, matériel électrique, machines et matériel de transport, agro-alimentaire, matières premières
Système financier	<ul style="list-style-type: none"> • Capital-risque développé • Importance du marché financier : pression de l'évaluation boursière, contrainte de rendement financier, OPA hostiles, intéressement des managers à la valeur marchande de l'entreprise • Auto-financement des entreprises élevé 	<ul style="list-style-type: none"> • Propriété croisée banque-entreprise • Actionnariat stable et concentré • Domination des banques : contrôle des managers, crédits à long terme 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement moindre des marchés financiers • Domination de l'intermédiation bancaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Marchés financiers peu développés 	<ul style="list-style-type: none"> • Domination des grandes banques généralement publiques • Marchés du crédit et des dépôts peu concurrentiels et segmentés • Réseaux de crédit • Petites banques à capitaux étrangers • Petites banques nationales hybrides • Marchés financiers émergents embryonnaires • Importance de l'autofinancement • Pseudo-indépendance de la Banque centrale • Confiance dans la monnaie fragilisée
Compromis socio-économique	<ul style="list-style-type: none"> • Pacte social anglo-saxon : faible taux de syndicalisation, inégalités fortes, chômage limité, niveau de formation relativement faible • Rôle des conventions collectives • Marché du travail concurrentiel : flux d'entrées-sorties élevés, courtage (chasseurs de tête), variation du salaire moyen 	<ul style="list-style-type: none"> • Pacte social rhénan : salaires élevés, niveau de formation élevé, longue période d'emploi, inégalités sociales limitées, réduction du temps de travail • Syndicats puissants et gestionnaires • Négociations collectives de branche 	<ul style="list-style-type: none"> • Pacte social salariés-employeurs conflictuel stabilisé par l'État • Syndicats revendicatifs et divisés • Faible légitimité du patronat • Négociations collectives arbitrées par l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> • Pacte social social-démocrate : salaires élevés, chômage faible, faible dispersion des salaires, niveau de formation élevé • Politique active de l'emploi efficace • Taux de syndicalisation élevé • Négociations collectives tripartites centralisées 	<ul style="list-style-type: none"> • Pacte social hybride • Syndicats affaiblis et divisés • Organisations patronales embryonnaires • Pseudo-tripartisme

<p>Etat</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tradition de résistance face à l'Etat central et intervention de l'Etat limitée • Régime de protection sociale résiduel • Régime fiscal libéral 	<ul style="list-style-type: none"> • Rôle de l'Etat dans la correction, le renforcement et le contrôle des marchés • Etat stimule l'action collective • Etat fédéral • Régime de protection sociale conservateur-corporatiste 	<ul style="list-style-type: none"> • Tradition d'un État central fort et interventionniste • Bureaucratie d'élite • Politique industrielle développée • Régime de redistribution développé : protection sociale étendue et pression fiscale importante 	<ul style="list-style-type: none"> • Rôle important de l'État dans l'activité économique • Régime de redistribution très développé : régime de protection sociale universelle, pression fiscale très élevée 	<ul style="list-style-type: none"> • Appareil d'État surdimensionné • Proximité entre les milieux politique et économique • Couverture sociale relativement étendue • Régime fiscal peu cohérent
<p>Pays de référence</p>	<p>Etats-Unis, Canada, Australie, Royaume-Uni</p>	<p>Allemagne</p>	<p>France, Italie, Espagne</p>	<p>Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Autriche</p>	<p>Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie (?), Bulgarie (?)</p>